

Programmes échanges et partenariats

Carnet de route



A la découverte d'alternatives : médias, technologies et communication

Rosario/Argentine

Cindy Drogue

Echanges et Partenariats /
Nodo Tau

Session Mars 2008

Edito: Sur la route...

Voilà c'est fini...Un an de volontariat. Une chance: avoir pu m'impliquer dans deux pays: Haïti pour la première partie de ma mission et l'Argentine pour la deuxième. Une thématique générale, celle des médias alternatifs. Beaucoup d'apprentissages et une certitude: ils sont essentiels dans la construction d'une société équitable et solidaire.

Les médias se trouvent entre nous et le monde. Ils sont une sorte de tube qui, comme des lunettes, devrait nous permettre de voir la société. Dans un contexte global où les médias « classiques » sont détenus par de puissants groupes industriels qui ne laissent pas facilement passer des analyses ou des informations contraires à leurs objectifs, les médias alternatifs élèvent le cri des sans voix de part le monde.

C'est dans ce contexte qu'Echanges et Partenariats a trouvé pertinent d'envoyer un volontaire en Argentine au sein de l'association Nodo Tau qui milite pour un modèle de communication où chacun et chacune peut avoir une place.

Une partie de ma mission consistait à m'impliquer dans le travail du portail Enredando que développe et soutient Nodo Tau et de diffuser des points de vues et des expériences de la société civile locale. Le deuxième volet de ma mission consistait à effectuer une évaluation du projet de Télécentres communautaires d'Informatique. Le projet de Télécentres vise à favoriser l'accès à l'outil informatique et, d'autre part, à aider les gens à en faire un usage opportun. En effet s'il est vrai qu'Internet offre un espace de diffusion très large, l'accès à cet outil reste très inégal. C'est ce qu'on appelle la fracture numérique.

Ce carnet vous propose donc une compilation de quelques articles écrits sur la route de la rencontre avec des médias alternatifs (Portail internet, radio communautaire). Rencontre aussi avec des expériences liées aux enjeux de la technologie et de son impact social. Et sur la connaissance d'une société, de ses difficultés, de ses luttes et de ses espoirs...

Sommaire

Edito: Sur la route...2

....Médias alternatifs

Enredando, un média alternatif à Rosario.....3

Indymedia : réseau mondial de médias alternatifs.....4

Aire Libre à Rosario : Communiquer pour transformer.....6

A Rosario : enfants et adolescents sur les ondes.....7

Argentine : en marche vers une nouvelle loi de radiodiffusion....8

...Technologie et impact social

La « Caja Quemadora » ou comment le téléchargement légal de musique descend dans la rue !.....9

Sur le chemin de la liberté : Le Festival Latino-américain d'installation de logiciel libre à Rosario10

Nodo Tau : l'inclusion digitale pour l'inclusion sociale.....11

Politique et Technologie s'écrivent au féminin.....13

...Climat local

Argentine : paysans contre l'agro-business..... 15

Ambiance électrique au pays du tango !.....17

Forum de la Via Campesina : Semer les graines de l'espoir18

Pour mieux me connaître

Rencontre avec Cindy...à la veille du départ..... 21

Rencontre avec Cindy... à mi-parcours.....22

Rencontre avec Cindy...au retour.....23

Enredando : un média alternatif à Rosario

7 mai 2008

En Argentine, comme partout dans le monde d'ailleurs, les sources et les canaux d'informations sont détenus en majorité par de puissants groupes industriels. En parallèle à ces mass medias, des médias alternatifs se développent un peu partout et notamment ici à Rosario, avec Enredando.

Mais c'est quoi un média alternatif ?

Le droit à une information et une communication différente de celle qu'imposent les mass-media apparaît aujourd'hui fondamental. La diffusion de perspectives propres aux secteurs de la société civile, à l'activité citoyenne et à l'expression populaire directe sont effectivement des éléments déterminants du changement et de la transformation sociale. Et un peu partout, notamment grâce à Internet, des voix s'élèvent via des médias alternatifs. Pour ne pas rester des sans-voix, des collectifs, des organisations, des associations créent leur page, leur site, leur revue, leur magazine...Ils produisent des espaces d'échanges autour de problématiques spécifiques des mouvements et organisations sociales.

Même si cela fait débat, certains critères précis peuvent définir un média alternatif. L'absence de directeur ou rédacteur/rédactrice en chef et la prise de décisions collective et démocratique des articles et dossiers à publier (fonctionnement horizontal) en est un. L'autonomie financière est par ailleurs essentielle et un des critères fondamentaux. Un média alternatif doit pouvoir vivre largement sans l'aide du pouvoir politique et économique sans quoi son indépendance est menacée. Un média alternatif ne considère pas l'information comme une marchandise et donc il est libre de droit d'auteur sous réserve d'indiquer la source (sous [Licence Creative Commons](#)). Enfin (quoique la liste ne soit pas exhaustive) la diversité et la transparence de ses sources d'informations est important.

Et généralement, c'est parce qu'ils pensent que communiquer les

progressions, les défis et les idées des organisations constitue une pratique citoyenne qui fortifie les communautés et la transformation sociale, que les médias alternatifs existent.

Enredando ou En red andado ou En réseaux nous avançons !

Le manque d'outils et de moyens de la plupart des acteurs sociaux de la ville de Rosario et la nécessité de développer des moyens de communication différents, « sociaux » comme l'espagnol nous autorise à dire, est un des constats qui a donné naissance au média alternatif [Enredando](#) (jeu de mot en espagnol pouvant être traduit par « en réseaux, nous avançons »).

Depuis l'année 2002, l'association Nodo Tau, qui m'accueille ici à Rosario, a mis en place ce portail d'information régional qui rassemble les données (base de données), les activités, les informations et les réflexions développées par les organisations sociales et communautaires de la région de Rosario. Le site est actualisé toutes les semaines (les vendredis) et, dans ce cadre, un bulletin est envoyé aux 2000 membres de la liste de diffusion. Enredando tente de surpasser la logique imposée par les monopoles de l'information et travaille depuis une proposition ouverte de publication d'informations. Cet outil horizontal de communication élève les voix des travailleurs, des organisations et des mouvements sociaux de la région de Rosario.

La production du site est une construction collaborative entre différentes organisations communautaires travaillant sur différentes thématiques : genre, économie sociale, éducation, environnement, droits humains...ce qui permet que les informations présentes soient générées en contact direct avec la réalité sociale de Rosario et sa région. Une équipe éditoriale appartenant à l'association Nodo Tau, collabore toutefois à la coordination et au traitement de l'information de manière à maintenir la qualité de celle-ci.

A l'intérieur de son espace de communication, Enredando propose un espace dénommé *Agencia Popular de Noticias* (Agence Populaire de Nouvelles). C'est un espace de publication libre où les organisations sociales peuvent directement insérer un appel à manifestation, un appel à réunion, une réflexion....

Si Enredando se profile comme un espace pour les organisations communautaires, c'est aussi un espace pensé comme une plate-forme de référence de renseignements pour des journalistes et des professionnels de la communication, des étudiants.

Indymedia : réseau mondial de médias alternatifs

1er juin 2008

Surpassant les logiques imposées par les monopoles de l'information, le réseau mondial Indymedia travaille quotidiennement depuis une proposition ouverte de publication d'informations. J'ai rencontré Cacho, Ernesto, Maria et Gustavo d'Indymedia Rosario...Retour sur un média alternatif

La petite histoire d'Indymedia

Ernesto me raconte que certains considèrent que l'appel (à la fin des années 1980) du sous commandant Marcos [[1](#)] à former un réseau global d'information décentralisé via Internet constitue les prémices de ce que va être par la suite Indymédia.

Et l'histoire d'Indymedia commence véritablement en 1999 à Seattle. Alors que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et le Fonds Monétaire International (FMI) organisent leurs sommets, des milliers de militants venus des quatre coins du monde se réunissent pour manifester contre la mondialisation néo-libérale. Dans l'effervescence qui règne alors, des journalistes issus des médias indépendants américains décident de lancer un réseau d'information alternative. Avec pour slogan "ne détestez pas les médias, soyez les médias", ils invitent tous ceux qui le veulent à contribuer à ce nouveau réseau qu'ils baptisent Indymedia (Independent Media Center). Leur but : diffuser des informations que les médias n'osent pas ou ne veulent pas aborder, rendre compte sur le terrain des manifestations et parler du mouvement alter-mondialiste naissant.

Le succès est immédiat. Au cours des années qui suivent, le réseau s'étend et des centaines de militants ouvrent de nouveaux centres au Canada, en Angleterre, en France, en Italie, en Belgique. En 2001 une caravane parcourt l'Amérique Latine pour faire connaître l'expérience d'Indymedia, c'est par ce biais que se crée Indymedia Argentine cette même année. Aujourd'hui, le réseau Indymedia compte plus de 150 centres de production dans 60 pays dont 6 en Argentine.

Mais comment ca marche ?

Indymedia fonctionne sur un système de publication ouverte. Le principe est simple : tous les citoyens qui le souhaitent ont la possibilité de contribuer au réseau, de publier leurs informations et leurs points de vue. Il leur suffit pour cela de se connecter au net, de se rendre sur le site d'Indymedia et de publier directement leurs textes. L'accès à Indymedia et les textes ne sont pas censurés mais l'équipe de chaque centre comme ici à Rosario assure une veille et peut par exemple supprimer les articles envoyés en double, les messages commerciaux ainsi que tous les textes racistes, fascistes ou sexistes qui ne respecteraient pas les principes du réseau. Pour le site d'Indymedia Rosario, deux colonnes organisent l'information visible sur le site : à gauche celle produite par le collectif de journalistes de l'organisation et sur la droite la colonne de publication ouverte. Dans chaque centre de production, une équipe se charge effectivement de la coordination et de la structuration des informations disponibles sur le site. Le travail de l'équipe est bénévole, l'organisation autogérée et les décisions se prennent en assemblée. Le but est de donner une voix à tous ceux que l'on n'entend pas, tous ceux qui veulent prendre la parole et qui ont un point de vue à défendre : mouvements sociaux, syndicats, organisations de quartiers, etc. Et d'offrir une information libre, indépendante et honnête, au plus près des réalités du terrain. Maria se rappelle à ce sujet « *que durant les événements de décembre 2001 Indymedia fut véritablement un puissant outil de communication et on pouvait être informé à tout moment de tout ce qui se passait dans la ville (elle parle de Buenos Aires) et dans le pays, que durant les deux ou trois semaines de piquete [2] contre le gouvernement de La Rúa, Indymedia permettait de couvrir le mouvement dans tout le pays* ».

Un média électronique : avantages et inconvénients

Les multiples possibilités qu'offrent les technologies de l'information (TIC) et de la communication pour la construction sociale de stratégies de contre pouvoir sont incroyables. Et il est vrai qu'Internet devient de plus en plus un outil politique qui permet de distribuer et partager le pouvoir, les connaissances et l'information. Ceci ne doit pour autant ne pas faire oublier qu'Internet est loin d'être accessible à

tous les secteurs de la société. « *Internet est un média élitiste* » relève Ernesto. « *Son usage demande un équipement qui est loin d'être donné et requiert des connaissances et une habilité que tout le monde ne possède pas. Il faut donc travailler pour explorer toutes les formes possibles de sortir l'information d'Internet pour qu'elle circule sur d'autres supports et touche d'autres personnes* » ponctue t-il.

[1] Le sous commandant MARcocest le principal dirigeant et le porte-parole de l'armée zapatiste de libération nationale (EZLN), groupe révolutionnaire mexicain, dont les effectifs sont les plus actifs au Chiapas depuis leur soulèvement en 1994. Combattant à l'origine pour les indigènes et la justice sociale, il s'est également rapproché du mouvement altermondialiste.

[2] expression désignant les piquets de grèves de chômeurs, manifestants, militants qui revendiquent leur cause en barrant les routes du pays

Aire Libre à Rosario : Communiquer pour transformer

30 juin 2008

Interroger la notion de médias alternatifs s'est parler de communication et de son rôle de transformation sociale et politique. Ici en Argentine et à Rosario de nombreux collectifs oeuvrent dans ce sens...Aujourd'hui, je vous invite à écouter l'histoire et la lutte d'Aire Libre, une radio communautaire.

Beto nous raconte que ce projet social de communication est né en 1988, quelques années après la chute de la dictature. A la base du projet : une idée de plusieurs voisins de la zone ouest de la ville préoccupés par différentes problématiques et luttes qui mobilisaient les secteurs sociaux à cette époque...Comment rendre audible la lutte que chacun mène tous les jours dans sa mutuelle, sa coopérative, son comité de quartier, son école, sa faculté et comment faire que les « *compañeros* » se connaissent entre eux aussi et unissent leur combat dans un projet commun ? Il va sans dire que les canaux de télévision, les radios et les journaux locaux ne faisaient aucunement référence au travail social des gens, à ces luttes qui rendaient le quotidien un peu meilleur. Et les voisins rêvent : faisons quelque chose ensemble, créons notre média de communication, une radio, arrêtons d'être spectateur et devenons protagoniste ! C'est comme cela qu'est né Aire Libre et qu'elle continue à vivre : avec du rêve et beaucoup d'efforts et de sacrifices dans un monde où la communication est dirigée par de puissants groupes industriels qui chaque jour diffusent de l'information servant leur propres intérêts. Une information qui souvent désinforme plus qu'elle n'informe ! [1]

Face à cela le projet d'Aire Libre est le suivant : concourir à une processus de transformation de la société, dans la recherche d'un système social où prévaut l'équité, la justice, la solidarité et le plein exercice des droits humains. « *Nous parions sur une radio chaude et sensuelle, vaillante et compromise, au milieu d'un monde globalisé et globalisateurs, des temps néolibéraux et individualistes, d'étouffés et de silencieux. Nous parions sur un monde plus juste et solidaire, où tout le monde peut manger son pain et dire son mot* » s'exprimaient les fondateurs de la radio. Afin d'honorer son projet la radio s'est

donné plusieurs objectifs :

Développer un service informatif en lien avec la vie quotidienne, les réussites, les difficultés, les réclamations et les formes d'organisation sociale promues par le peuple pour améliorer la qualité de vie.

Établir une communication solidaire, amusante, interlocutrice et compromise avec les auditeurs.

Diffuser et commenter les offres d'emploi, les avis solidaires et un système de troc.

Démocratiser la parole et exercer un pluralisme d'opinion, participatif et transformateur de la réalité.

Exposer les réclamations de la communauté et dénoncer les injustices en connectant les personnes avec les responsables de la fonction publique et/ou le secteur économique privé.

Promouvoir les activités des institutions sociales, éducatives et ethniques en renforçant leur action et leur présence dans la communauté.

Accompagner avec bonne humeur et joie notre prédisposition à écouter la radio, en découvrant la beauté de la musique dans toute sa variété et en réveillant des émotions, souvenirs et faits dans lesquels nous sommes protagonistes.

« *Nous avons créer Aire Libre pour initier un processus de transformation sociale* » s'enthousiasme Beto avant de poursuivre sur l'évolution de l'institution. Aire Libre est effectivement devenue plus qu'une radio : un Centre d'éducation et de communication populaire. Radio, bibliothèque, télécadre, ateliers d'arts, cours, activités culturelles récréatives, spectacles, expositions se mêlent dans cet espace où se déroule des activités liant la communication, l'éducation et la culture, dans ce lieu où l'on communique pour transformer...

[1] Par exemple en Argentine trois groupes (Telefonica, Clarin et Uno) détiennent à eux seuls 200 médias du pays !

A Rosario : enfants et adolescents sur les ondes

5 août 2008

La radio possède cette puissante qualité de raccourcir les distances, de rapprocher les voix et les récits. C'est également un outil populaire de transformation sociale. La voix des enfants (filles et garçons) et des adolescent-es ont une place particulière sur la FM Aire Libre et des points de vues fondamentaux pour penser un autre monde...



Assis en rond dans la salle d'enregistrement, un groupe d'enfants et d'adolescents discutent enthousiasmés. Ils viennent d'effectuer leur troisième programme de radio en direct, et dans la conversation, les commentaires vont et viennent. « *Je me suis trompé au début mais après c'était bien* » dit avec une chaude voix Damaris, une des animatrices. « *J'ai mieux aimé que le précédent* » exprime Jorge. Ensemble ils relisent le guide du programme, se critiquent, comparent et finalement la confiance traverse ce processus d'apprentissage qui compte déjà plusieurs années.

Yamila, Andres, Damaris, Jorge et Brian, sont élèves à l'école rurale Domingo Silva N° 6379, située à Bajo Hondo, dans la périphérie de Rosario. La plupart des enfants vivent dans le quartier Fachinal, pour arriver jusqu'à la radio communautaire Aire Libre ([voir un de mes articles précédents](#)) ils ont fait un kilomètre en vélo jusqu'à un arrêt de bus et on pris le bus 39/5 jusqu'à la radio.

Les enfants se sont rapprochés du monde de la radio à travers le projet « Les fleurs du chemin » développé par leur école. [Radio Changuitos](#), fut leur première expérience radio, il y a quelques

années. Entre jeux et chansons, les enfants ont empli de spontanéité la FM Communautaire transcendant les limites du quartier et de l'école. Parler du travail de radio et de ces enfants, c'est se référer à une action sociale et collective où le concept de communauté traverse tout le processus créatif.

Aujourd'hui, les débutants de Radio Changuitos ont onze ans et plus et se sont soumis au défi de mener Noti Joven, un programme en direct, avec un style plus professionnel. « *J'ai quinze ans et ca fait quatre ans que je fais partie de Radio Changuitos, et durant ces années nous avons grandi et nous voulions faire quelque chose de plus adulte, plus responsable. Avant le programme était enregistré et était en lien avec l'enfance, à présent l'intérêt est plus dirigé à des adultes et des jeunes* » s'exprime Jorge avec une assurance admirable. « *Je suis l'animateur avec Damaris et je fais aussi la partie sport* » dit Brian. « Nos amis savent que nous sommes à la radio, ils nous demandent ce que nous faisons et si nous sommes stressés quand nous sommes sur les ondes » ajoute t-il. « *J'ai deux frères, quand ils étaient enfants ils n'ont pas eu l'opportunité que nous avons et me félicitent pour cela* » ponctue Jorge.

Les informations qu'ils offrent aux auditeurs, ils ne la prennent pas d'Internet, ils ne la lisent pas non plus dans les journaux, mais la produisent eux-mêmes. C'est de l'information locale qui concerne leur vie et leurs luttes quotidiennes, la vie du quartier, de l'école. Noti Joven sort sur les ondes tous les quinze jours et se réalise en direct durant le programme « Senales » conduit par le journaliste Claudio De Luca, les samedis de 9 à 12 heures sur Aire Libre. De son côté, Radio Changuitos sort sur les ondes les vendredis à 10, 12.45 et 20h. La production radio est une des composantes du projets « Fleurs du chemin », appuyé par le Centre d'Education et de Communication Populaire (Cecop) et la fondation Minetti. Un de ses objectifs est le « développement des habilités de communication orale et écrite à travers des expériences concrètes ». En plus de la production radio, le projet inclut la réalisation d'une revue, la production littéraire et l'année dernière les enfants se sont essayés également au court métrage.

Argentine : en marche vers une nouvelle loi de radiodiffusion

26 mai 2008

Début avril s'est ouvert, en Argentine, un important processus de discussion et un débat politico-social sur une possible modification du modèle de communication en vigueur dans le pays. Le gouvernement de Cristina Fernandez Kirchner a ouvert le dialogue avec de nombreux secteurs de la société civile pour les faire participer au changement en cours qui situerait l'Etat comme garant de la pluralité informative et responsable de l'accessibilité de tous/tes les citoyens/ennes au système public de communication.

Depuis des années de nombreux secteurs sociaux , académiques, syndicaux, de droits humains et de la communication de tout le pays réclament une modification de la loi de Radiodiffusion (radio et télévision) vieille de 28 ans et signée par Videla, Agosti, Viola et Massera...triste époque, tristes noms de responsables tortionnaires durant la dictature sanglante qui a touché le pays de 1976 à 1983.

Ce mois dernier, cette revendication s'est affirmée de manière significative par la voix de la « [Coalition pour une radiodiffusion démocratique](#) » qui participe aux réunions de discussions que le gouvernement de Cristina Kirchner a ouvert récemment sur cette thématique.

La Coalition s'est formée il y a 4 ans sur l'appel du Forum Argentin des Radios Communautaires (Foro Argentino de Radios Comunitarias – [FARCO](#)) et a présenté dès cette époque les 21 points nécessaires à une Radiodiffusion démocratique et à la construction d'une nouvelle loi.

Aujourd'hui, écoutée et sollicitée par le gouvernement elle réclame la reconnaissance du droit humain et social à la communication ainsi qu'un nouveau modèle de communication pour un nouveau modèle de société. Et Néstor Busso, secrétaire de FARCO et vice-président de l'Association Latinoaméricaine d'Education Radiofonique (ALER) de dire devant la présidente au mois d'avril dernier. « *Nous sommes pratiquement tous, moins ceux qui possèdent le pouvoir de l'argent, le*

pouvoir du contrôle des grands médias dans ce pays. Depuis de nombreuses années, depuis 24 ans, nous présentons comme une nécessité urgente une nouvelle loi de radiodiffusion. Et quand on parle de nouvelle loi de radiodiffusion nous ne parlons pas de radio et télévision. Nous parlons d'un modèle de pays différent. La loi de la dictature fut conçue par les génocidaires pour un pays contrôlé, le pays de la doctrine de la sécurité nationale. Ceci fut corrigé et empiré par l'administration de Menem [1] qui a accommodé cette loi à la dictature du marché, accommodé cette loi pour faciliter la concentration de la propriété des médias et des multimédias ».

La Coalition revendique effectivement un modèle de communication différent, basé sur la diversité culturelle et l'accès universel à l'information. Elle refuse par exemple la concentration de médias pour générer et faciliter la pluralité (même dans le secteur privé)...c'est à dire beaucoup de patrons de médias et non un nombre restreints de patrons de nombreux médias. Elle considère la communication comme un bien social et non simplement comme un business.

Elle milite pour un modèle de communication où toutes et tous puissent avoir un place, pas seulement les entreprises à caractère commercial mais également les médias public et les médias communautaires de propriété sociale des organisations du peuple argentin.

En bref, la Coalition exhorte une adoption urgente et nécessaire de politiques effectives afin d'éviter la concentration des médias. Selon elle, ces politiques devront promouvoir des normes anti monopolistiques, et renforcer la pluralité et la diversité de l'information et favoriser ainsi l'exercice du droit à la culture, à l'information et à la liberté d'expression pour tous.

[1] Carlos Menem a dirigé le pays de 1989 à 1999 et a mené une politique ultralibérale en privatisant l'ensemble du secteur public dont la communication.

La « Caja Quemadora » ou comment le téléchargement légal de musique descend dans la rue !

20 mai 2008

Un groupe de rosarinos diffuse du son gratuitement de manière légale. Passionnés par l'usage social de l'art et de la technologie, ils font descendre la musique dans la rue...

« Nous considérons que partager n'est pas un délit et qu'on ne peut pas criminaliser cette pratique. Par ailleurs, il ne s'agit pas simplement de télécharger de la musique gratuitement mais plutôt de diffuser des artistes et de la musique disponibles légalement sur Internet ». C'est ainsi que s'expriment Lazky et Faca, deux protagonistes du projet de la Caja Quemadora [1] que j'ai rencontré dans les locaux de [PlanetaX](#), une plateforme de projets alternatifs de la ville de Rosario.

Les garçons, en défenseurs du copyleft [2] m'expliquent qu' *« il y a énormément de musique qui peut être enregistrée et copiée de manière légale sur Internet, qui est en copyleft c'est à dire sous une licence libre, mais la personne qui n'a pas accès à Internet ne peut pas profiter de cette possibilité. »*. *« La fracture est dans l'accès à Internet »* ponctue Lazky.

« Nous sortons dans les espaces publics (musée, coin de rue, centres culturels) avec la Boite qui contient un ordinateur avec un graveur de cd dans lequel nous enregistrons de la musique d'artistes qui ont choisis de distribuer leur œuvre sous licence libre et les personnes intéressées viennent avec leur CD vierge et repartent avec plein de son ». La musique est variée pour tous les publics et les âges...de la bossa nova à l'électro expérimental avec une spéciale dédicace aux groupes locaux. La première sortie de la Caja Quemadora date de l'année 2006 où la elle était invitée à la semaine de l'art, évènement organisé par la municipalité de Rosario.

Le projet de la Caja Quemadora est né dans les « laboratoires » du Hacklab, *« un espace, des personnes différentes disciplines intéressés*

et passionnés par le lien entre technologie et usage social »... « pas la technologie en elle même mais avec un but un objectif », ajoute Faca. Le Hacklab est effectivement un lieu créé par un groupe d'amis : artistes, ingénieurs informaticiens, militants de différents horizons inspirés par la philosophie des Licences Libres qui par le biais du projet de la Caja Quemadora développaient le souhait d'échanger du son en générant des relations humaines. A présent Lazky et Faca me confient qu'ils sont ont l'intention de placer la Caja Quemadora dans un endroit fixe, un espace public où une institution pourrait prendre en charge l'entretien et la maintenance de la Boite.

Ce projet s'est déjà développé dans différentes villes du monde (Berlin, Madrid, Barcelone par exemple) et l'idée des argentins fut, dès le début, de donner aux contenus et au design une tinte locale...rosarina !

[1] Boite Brulée pour la traduction

[2] Le copyleft est la possibilité donnée par l'auteur d'un travail soumis au droit d'auteur (œuvre d'art, texte, programme informatique) de copier, d'utiliser, d'étudier, de modifier et de distribuer son œuvre dans la mesure où ces possibilités sont préservées.



Sur le chemin de la liberté : Le Festival Latino-américain d'installation de logiciel libre à Rosario

28 avril 2008

Le samedi 26 avril 2008 s'est déroulé à Rosario le Festival Latino-américain d'installation de Logiciel Libre (FLISOL pour les sigles en espagnol). Le groupe de GNU/Linux de Rosario (LUGRO) invitait toutes les personnes intéressées à installer un système d'exploitation libre sur leur ordinateur ou à connaître la philosophie de ce projet à venir les rejoindre au Centre de la Jeunesse, sur le bord du fleuve, pour une journée d'échanges et d'apprentissage sur le chemin de la liberté.

Le festival Latino américain d'installation de logiciel libre est un événement annuel. Il se déroule dans toute l'Amérique Latine, avec la participation de plus de 200 villes sur tout le continent, ce qui fait de ce festival l'évènement autour du logiciel libre le plus important du monde. En Argentine, le FLISOL s'est déroulé dans 28 villes. A Rosario, il a réuni plus d'une centaine de personnes.

Mais c'est quoi le logiciel libre ?

L'expression « Logiciel libre » fait référence à la liberté et non pas au prix. D'après la définition de la Free Software Foundation l'expression « Logiciel libre » renvoie à la liberté pour les utilisateurs d'utiliser, d'étudier, de distribuer des copies, de modifier et d'améliorer le logiciel puisque le code source est ouvert (le langage de programmation). Ce droit est souvent donné par une licence libre dénommée « licence publique générale » (GPL "General Public Licence" en anglais), qui protège un logiciel contre tout verrouillage technique ou légal de son utilisation, de sa diffusion et de sa modification. C'est Richard Stallman qui a formalisé la notion de logiciel libre dans la première moitié des années 1980 puis l'a popularisée avec le [projet GNU](#) et la [Free Software Foundation](#) (FSF). Le logiciel libre le plus connu est Linux (système d'exploitation).

Les logiciels libres sont présentés comme la principale alternative aux « logiciels propriétaires », principalement ceux de Microsoft. Ces

logiciels propriétaires, de leurs côtés, sont diffusés sous une forme directement exploitable par l'ordinateur (code exécutable), mais sans aucune des informations (code source et documentation) qui permettent de les modifier, de les adapter et les utiliser sur d'autres machines et à d'autres usages, de les rendre plus fiables ou de corriger les erreurs toujours présentes

Peut être vous dites-vous que peut importe que le code source soit ouvert ou pas puisque vous ne savez pas ou ne voulez pas apprendre à programmer ! Mais, pour prendre un exemple, les militants du logiciel libre vous répondront que tout le monde ne veut pas apprendre à cuisiner ou à jouer d'un instrument de musique cependant cela ne viendrait à l'idée de personne de restreindre l'accès à cette connaissance !

Pourquoi militer pour le logiciel libre ?

Le genre d'événements en faveur d'une diffusion plus large du logiciel libre, tel que le FLISOL, sont très importants et paraissent tout à fait primordial à l'époque où nous vivons, à l'époque de la Société de l'Information.

Pour comprendre le débat en jeu, il faut d'abord savoir que le système d'exploitation privé Microsoft équipe, selon les chiffres, de 85 % à 95% des micros-ordinateurs de la planète. Et parler de Société de l'Information n'est effectivement pas un vain mot aujourd'hui. Nous y sommes en plein dedans et plus que jamais peut être. Il est en effet difficile de trouver aujourd'hui un bien plus important que l'information, des services plus stratégiques que ceux qui touchent à sa création, sa transmission et sa manipulation. On entend d'ailleurs parfois dire que la « guerre » de l'information serait beaucoup plus stratégique que celle pour l'énergie ! Et donc dans un tel contexte, si une seule entreprise, en l'occurrence Microsoft, arrive, comme elle a en l'ambition, à s'arroger un quasi-monopole sur la chaîne mondiale de l'information et la communication, alors elle représente un danger pour la liberté de chacun.

Et c'est vrai qu'il ne semble pas exagéré de dire que les systèmes d'informations sont aujourd'hui plus stratégiques que ne l'étaient hier, le pétrole et ses pipe-lines. Ils ont pénétré notre vie quotidienne :

celles des entreprises bien sur, mais aussi celles des particuliers, des citoyens que nous sommes...Et ces systèmes commencent déjà à déterminer la façon dont on apprend, dont on travaille, dont on se distrait, dont on consomme et aussi dont on se forme notre opinion.

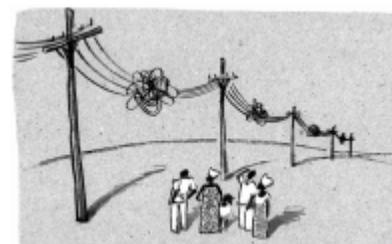
Dans le monde informatique moderne le citoyen utilise en toute confiance les NTIC pour sa correspondance, pour communiquer par téléphone mobile, pour planifier ses déplacements, pour rédiger ses notes, pour faire ses comptes, pour consommer...Bref pour toute activités à la fois privée et sociale. Et les entreprises, elles, confient tous leurs secrets stratégiques aux réseaux informatiques. C'est dans ce contexte que les militants du logiciel libre forme le rêve d'un progrès technologique, accouchant d'un monde meilleur, plus libre et plus solidaire.

Si Linux (un des logiciel libre les plus connus) existe aujourd'hui c'est grâce à l'effort conjoint de millions de passionnés du monde entier, relié par la toile Internet (on appelle cela dans le jargon, la communauté du libre) qui ont monté ce système de façon à la fois bénévole et communautaire en partageant les connaissances et avancées de chacun.

Militer pour le libre c'est donc faire triompher l'échange, le partage et le communautaire par rapport au monopole, au verrouillage et à l'appropriation privée de l'information. Militer pour le libre c'est donc faire un pied de nez à tous ceux qui pensent que la concurrence est plus efficace que la coopération. Bref, le libre c'est, peut être, un moyen de croire qu'un autre monde est possible...

Nodo Tau : l'inclusion digitale pour l'inclusion sociale

22 juillet 2008



Nodo Tau, ma structure d'accueil, est une Association Civile de droit argentin fondée dans le milieu des années 90 par des professionnels de l'informatique, des communications et des militants sociaux préoccupés par les possibilités qu'offrait l'apparition du Réseau Internet pour les organisations sociales de la région de Rosario. Nodo Tau travaille afin de faciliter l'accès aux nouvelles technologies de l'information à des groupes de base : organisations populaires, syndicats et associations qui à leur tour dynamisent la communication et l'organisation entre tous les secteurs liés à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et à la défense des droits humains et sociaux. Nodo Tau essaie donc de donner un "bon sens" aux changements technologiques et de les mettre intelligemment au service d'une société égalitaire et démocratique.

Nodo Tau [1] est né en 1995 et a développé le premier serveur Internet communautaire [2] de la région de Rosario. Les efforts des premiers temps ont visé à faciliter l'accès à Internet à des organisations sociales de la ville en diffusant le potentiel du réseau Internet, méconnu à cette époque, par bon nombre de groupes et d'institutions. Ensuite, les activités de Nodo Tau se sont diversifiées d'année en année : développement et hébergement de pages web, conseils en matière de communication, formation aux nouvelles technologies, maintenance et réparations de postes informatiques, ateliers thématiques sur des publics cibles (jeunes en situation de pauvreté par exemple). Puis en 2001, Nodo Tau lance son programme enREDando qui a eu une grande influence sur la trajectoire de l'association. enREDando s'est déroulé de 2001 à 2006. Le

programme visait à démocratiser et faciliter l'accès aux Technologies de l'Information et de la Communication aux personnes et organisations sociales et communautaires travaillant pour la lutte contre l'exclusion et la pauvreté. Le programme s'est déroulé autour de trois actions prioritaires qui continuent de définir les lignes d'actions de l'association aujourd'hui :

Les Télécentres Communautaires d'Informatique (TCI) : Les Télécentres sont des espaces d'usage communautaire de l'informatique et des services d'Internet créés dans le but de renforcer les projets de chaque organisation et de favoriser l'inclusion numérique. Les destinataires sont les organisations qui ont une action reconnue au sein de leur communauté et une antériorité par rapport à l'intervention de Nodo Tau. L'action de Nodo Tau vise donc à renforcer ces activités et non à les remplacer ou les entraver. Ce projet a formé les coordinateurs des Télécentres afin qu'ils enseignent au reste de la communauté, les savoirs et les connaissances indispensables à un bon usage de l'outil informatique et notamment d'Internet. Ceci dans l'objectif de multiplier et d'échanger les expériences. Actuellement, ce projet fait l'objet d'une évaluation (sur laquelle je travaille) afin de réorienter certaines actions.

Le site régional des organisations communautaires : www.enredando.org.ar est un portail régional qui rassemble toutes les activités et les informations développées par les organisations communautaires de la région de Rosario. Parmi l'ensemble de son contenu, on peut y trouver une base de données des organisations, un agenda des activités, une bibliothèque de documents, des sections thématiques, des reportages et informations divers. Le site reçoit 40 000 visites par semaine. Son contenu est actualisé de façon hebdomadaire à travers un bulletin envoyé à quelques 2000 membres.

Formation et soutien aux organisations : De nombreux cours permettent de former des organisations et des groupes cibles à l'informatique, l'Internet et la communication et d'appliquer ces outils aux nécessités de chacun. Les formations que donne Nodo Tau et le matériel pédagogique produit sont effectués dans la ligne de l'éducation populaire. Par ailleurs le serveur mis en place par Nodo Tau héberge aujourd'hui 66 sites d'organisations sociales, d'écoles, de

syndicats, de radios communautaires, de médias alternatifs, ect...

Aujourd'hui l'organisation continue de travailler autour de ces trois axes et développe et participe par ailleurs à de nouveaux projets :

TRICALCAR : Tejiendo Redes Inalámbricas Comunitarias para América Latina y El Caribe Participation à ce projet (continental) de formation et d'investigation appliquées aux réseaux sans fils communautaires pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. Le projet vise à connecter les communautés rurales et urbaines marginales qui n'ont pas encore pu bénéficier des avantages des technologies de l'information et de la communication.

RODANTIC : Acercando las TIC a los barrios L'objectif de ce projet est de développer un programme de formation et de réaliser des ateliers pour les organisations sociales de la périphérie de la ville de Rosario (Distrito Sur y Distrito Oeste, quartiers particulièrement carencés) afin que celles-ci utilisent les TIC pour transformer leurs réalités.

Nodo Tau appartient au réseau [APC](#) (Association pour le progrès des communications) qui est un réseau global d'information et de communication informatisé, voué à servir les ONG et les citoyens activistes qui travaillent pour la justice sociale, le développement durable et toutes les thématiques qui y sont liées. Composé d'un consortium de 21 réseaux internationaux, APC promeut une communication effective et efficace et des outils pour partager avec la société civile l'information liée aux nouvelles technologies. Au travers de cette organisation globale, APC offre ses services à plus de 40 000 ONG, activistes, éducateurs, politiques et leaders de communautés, dans 133 pays.

[1] En français "Nodo" signifie nœud. Et "Tau" est la dix-neuvième lettre de l'alphabet grec et la dernière de l'alphabet hébraïque. C'est le signe du mouvement franciscain qui a soutenu l'association à ses débuts

[2] Un serveur informatique est un ordinateur qui propose un/ou des services aux ordinateurs qui s'y connectent à travers un réseau informatique, les clients. Ce service peut consister à stocker des fichiers, des logiciels, transférer le courrier électronique, héberger un site Web, etc. En d'autres termes un serveur stocke des données et/ou des logiciels, qui seront exécutés depuis les ordinateurs clients n'importe où puisque reliés à un réseau. Les termes client et serveur viennent du fait qu'un client est demandeur d'un service et qu'un serveur rend ce service. Pour l'exemple du serveur web communautaire de Nodo Tau, c'est donc un ordinateur qui offre des services à d'autres ordinateurs, par le réseau Internet (Web), destinés à une communauté.

Politique et Technologie s'écrivent au féminin

11 septembre 2008

Lors de mon séjour à Rio de Janeiro, j'ai eu l'occasion de rencontrer Flavia Fascendini, l'éditrice de GenderIT (édition espagnol et portugais), un portail dédié à la problématique des politiques TIC et du genre, un outil pour rendre effective la place des femmes dans la Société de l'Information. Voici la traduction de son article.

La société de l'Information ouvre une occasion historique d'obtenir l'égalité de genre mais aussi et paradoxalement, elle peut servir à approfondir les inégalités. Si nous pensons que les technologies peuvent être des outils transformateurs dans la problématique de genre, comment ne pas intervenir au niveau des politiques qui définissent les directions dans l'utilisation et l'appropriation de ces outils ? Les politiques de TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) ne se limitent pas à la législation sur l'infrastructure et les entreprises opératrices de technologies : une bonne politique de TIC peut promouvoir l'empowerment [1] économique et agir contre les utilisations nuisibles des TIC, comme c'est par exemple le cas avec le trafic de femmes.

GenderIT

C'est dans ce contexte et c'est pour cela qu'existe GenderIT.org, un portail qui a pour but d'habiliter les mouvements de femmes et la société civile à se compromettre de manière plus active dans le développement de politiques de TIC et dans la promotion d'une société de l'information basée l'équité de genre. « *En Amérique latine et les Caraïbes il existe une préoccupation croissante pour considérer la dimension de genre dans les politiques publiques, mais en même temps dans le domaine économique et technologique, processus encore embryonnaire et fragmenté* » [2] indique Gloria Bonder dans le rapport « Les nouvelles technologies d'information et les femmes : réflexions nécessaires ». Quant aux effets des TIC sur l'équité de genre et sur l'actuelle fracture numérique elle ajoute, « *qu'il faut faire des recherches au-delà du simple accès, en montrant la nécessité de*

politiques réglementaires et de démocratisation des nouvelles technologies de l'information et de la connaissance, ainsi que l'importance d'analyser l'imaginaire collectif construit autour de celles-ci et les différentes formes de subjectivité que rend propice Internet, à l'intérieur d'une vision de changement dans les relations sociales »

Le portail GenderIT.org a été lancé en Anglais en 2005 et est arrivé en 2006 dans sa version Espagnol, en incluant des matériels en portugais. Ce projet vise à mener des recherches, récolter, interpréter, analyser, produire et diffuser de l'information sur le genre et les politiques de TIC pour construire une conscience collective et des capacités d'actions entre les mouvements de femmes spécifiquement et sur la société civile en général ; et en outre, pour accompagner la formulation que ceux-ci effectuent sur les intérêts liés à la problématique de genre et aux politiques de TIC, son lobby et ses efforts de discussions ouvertes.

A la question : Pourquoi est-il important que les projets TIC aient une perspective de genre ? Olga Paz, membre de l'organisation [Colnodo](#) et membre du [PARM](#) répond : « *Parce que depuis toujours on doit définir des stratégies pour permettre au aux femmes de prendre part au projet, qu'elles en soient bénéficiaires et qu'elles multiplient ce qui est appris dans l'organisation, la communauté ou le réseau auxquels elles appartiennent, de cette manière nous pourrons avancer dans la diminution de la fracture numérique de genre* ». Elle ajoute une mention aux possibilités qu'ouvrent l'introduction des TIC dans le travail développé par des groupes et des organisations de femmes : « *les TIC ont le potentiel de soutenir la formation et le travail en réseaux ; elles augmentent le flux d'information auquel ont accès les groupes et les réseaux de femmes, en promouvant l'échange d'expériences, de connaissances ; elles augmentent les possibilités éducatives, d'accès à la connaissance et de production et de diffusion de contenus effectués depuis, par et pour les femmes ; elles permettent l'échange, la solidarité et l'augmentation dans les niveaux de participation des femmes ; les TIC peuvent contribuer au changement et à l'amélioration dans les conditions de vie des personnes* » [3]

Le portail a trois objectifs principaux. D'abord, développer un espace où les activistes de genre et de TIC, organisations de la société civile

et responsables politiques qui souhaitent prendre part au débat autour des politiques genre et de TIC puissent partager de l'information, des ressources et des connaissances. Deuxièmement, conscientiser dans les organisations de la société civile, en particulier dans les mouvements de femmes, sur les problématiques de genre et de TIC. Finalement, conduire à l'empowerment des organisations et des réseaux de femmes pour que, en collaboration avec d'autres acteurs de la société civile, ils entreprennent des actions autour des problématiques et développent des politiques de TIC qui répondent à leurs nécessités, c'est-à-dire, les encourager à se mobiliser pour une Société de l'Information juste et respectueuse des droits humains, au niveau national, régional et international.

GenderIT.org est un projet du Programme d'Appui aux Réseaux de Femmes (PARM) de l'[Association pour le Progrès des Communications](#) (APC). Le PARM d'APC est un réseau global de femmes travaillant pour le changement social et l'empowerment des femmes, à travers l'utilisation des technologies information et communication (TIC). Le PARM promeut l'équité de genre tant dans la conception, le développement, la mise en oeuvre, l'accès et l'utilisation des TIC, comme sur les décisions politiques et les cadres régulateurs qui les traversent.

Le portail GenderIT.org en Espagnol et portugais, (en même temps qu'il donne un suivi par rapport aux processus internationaux sur les politiques de TIC - comme pour le Forum de la Gouvernance d'Internet prête attention surtout à des processus régionaux comme l'eLAC (2007 et 2010) et nationaux (comme les plans gouvernementaux d'inclusion numérique).

Le bulletin thématique de GenderIT.org, qui dans l'édition latinoaméricaine porte le nom de « PoliTICas » réunit des articles, entrevues et des ressources exclusives qui abordent des thématiques peu explorées et nécessaires pour la compréhension de la scène des politiques TIC et genre. Par exemple des thématiques comme celles de politiques TIC et financement pour l'égalité de genre, santé des femmes et politiques TIC, accès et infrastructure, genre et politiques de règlement de contenus dans internet ont déjà été abordées.

[1] L'empowerment, terme anglais traduit par autonomisation ou capacitation, est la prise en charge de l'individu par lui-même, de sa destinée économique, professionnelle, familiale et

sociale.

[2] BONDER, Gloria : "Las nuevas tecnologías de información y las mujeres : reflexiones necesarias", Unidad Mujer y Desarrollo, Proyecto CEPAL-GTZ, "Institucionalización del Enfoque de Género en la CEPAL y Ministerios Sectoriales", Serie mujer y desarrollo 39, Santiago de Chile, junio de 2002.

[3] PAZ MARTÍNEZ, Olga : "¿La sociedad de la información y el conocimiento, una realidad para las mujeres ?", Colnodo, PARM, de la Asociación para el Progreso de las Comunicaciones.

Argentine : paysans contre l'agro-business

22 mai 2008

Après l'article de Benoit sur la démission de Marina Silva, ministre de l'écologie au Brésil, j'ai trouvé intéressant de poster cet article, publié par MOCASE (Mouvement Paysan de Santiago del Estero - Via Campesina.) le 25 avril 2008 (et traduit par Amerikenlutte) pour faire le point sur le système "agricole" ici en Argentine et revenir sur les enjeux des dernières grèves...

En Argentine vivent 280 milles familles de 22 peuples indigènes, et 220 milles familles paysannes, avec au moins 1,5 millions de personnes. Elles ne produisent pas de soja, elles ne souscrivent pas à l'agro-business, elles sèment des aliments et élèvent des animaux pour leur auto-consommation et ont une relation spéciale avec la terre, elles ne la considèrent pas comme un moyen pour des affaires, elles se comprennent comme faisant parties d'elle, de sa culture, de son histoire et comme un bien commun des prochaines générations.

Ces deux acteurs centraux, peuples originaires et paysannerie, ont été systématiquement exclus du débat du dernier mois, où les quatre organismes les plus traditionnels et conservateurs des campagnes argentines ont réalisé une grève patronale (lock out) inédit dans le pays.

Société Rurale (SRA), Confédérations Rurales (CRA), Confédération Intercoopérative Agricole (Coninagro) et Fédération Agraire (FAA) se sont mobilisées et ont réduit l'approvisionnement des grandes villes en aliments pour un objectif principal : l'augmentation de leur rentabilité, favorisée par le prix international du soja. Les fermiers, qu'ils soient grands ou petits, à aucun moment ont couru le danger de pertes économiques, mais oui (après une mesure fiscale de l'État) ont été sur le point de gagner moins d'argent qu'attendu.

Durant des semaines, avec des manifestations et des joutes verbales de différents tons, les organismes traditionnels et le Gouvernement ont fait silence sur les sujets suivants :

Affaires. Sur le marché de l'agro-business mondial, l'Argentine est vu comme un élève modèle. En 1997, en Argentine on a récolté onze millions de tonnes de soja transgénique et six millions d'hectares ont

été utilisés. Dix ans après, en 2007, la récolte a atteint les 47 millions de tonnes, en embrassant 16,6 millions d'hectares. C'est le troisième exportateur mondial de grain de soja (après les États-Unis et le Brésil) et le premier d'huile. Les exportations de soja et de ses dérivés, en 2007, ont représentées 11 milliards de dollars. L'Argentine ne produit plus d'aliments et dans le pays on ne mange pas de soja. La demande provient de l'Europe et de la Chine, où elle est utilisée pour l'alimentation animale.

Expulsions. Le modèle de l'agro-business basé sur le soja transgénique a expulsé, dans les dix dernières années, 300 mille familles de paysans et d'indigènes, qui ont eu comme destination des quartiers appauvris des grandes villes.

Déboisement. En seulement quatre ans, et à cause de l'avancée des plantations de soja, ont cessé d'exister 1 108 669 hectares de bois natifs, 277 mille hectares par an, équivalent à 760 hectares par jour, 32 hectares par heure.

Concentration. Le modèle agricole actuel, basé sur l'exportation et la production intensive, produit une plus grande concentration. Le dernier recensement agricole le confirme : les dix pour cent des dénommées " exploitations agricoles" les plus grandes concentrent 78 pour cent des terres, alors que 60 pour cent des plus petites propriétés se répartissent à peine cinq pour cent de la surface cultivable du pays.

Chômage. Quatre personnes seulement suffisent pour s'occuper de mille hectares de soja. Une exploitation laitière avec cette surface requiert, au minimum, vingt travailleurs. Si cette portion de terre était aux mains de familles paysannes indigènes, cela impliquerait un travail pour 350 personnes.

Santé. Les champs argentins ont été aspergés ces dernières années de 165 millions de litres de glyphosate (Roundup), un agrottoxique dénoncé pour causer des malformations aux nouveau-nés, des avortements spontanés, cancer et mort. Les accusations pointent le plus grand fabricant de graines du monde : Monsanto.

Entreprises. Les compagnies de l'agro-business du soja avec une plus grande rentabilité (exportatrices et fournisseurs de facteurs de production) sont Monsanto, Dupont, Syngenta, Bayer, Nidera, Cargill, Bunge, Dreyfus, Dow et Basf, entre autres. Aucune d'elles n'a été

questionnée dans le récent conflit.

Exploitation. 1,3 million de personnes travaillent dans les champs. Le salaire généralisé est de 1250 pesos par mois (250 euros). Elles sont considérées, par le propre État, comme les travailleurs les moins rémunérés, ceux qui souffrent des pires conditions de travail et les plus exploités. On les paie toujours avec de la nourriture et des logements précaires, dans des conditions proches de l'esclavage. De plus, 75 pour cent d'entre eux est "au noir", sans contrat de travail, couverture santé, ni apports de retraite ni assurance contre les accidents. Dow et Basf, entre autres.

Différences. Durant la grève patronale, on a utilisé comme fer de lance, la situation d'un "petit producteur" avec 100 hectares. En termes purement économiques : chaque hectare se loue 200 pesos par mois, 20 mille pesos tous les mois, 240 mille pesos à l'année, seulement pour louer la terre. Si ce propriétaire est un "petit producteur" : comment devrait-on appeler une famille paysanne ou indigène avec vingt hectares, cent chèvres et un jardin pour l'auto-consommation ?

Avenir. L'industrie de l'agro-business a deux prochains buts en Argentine : introduire à son affaire dix millions d'hectares (au détriment des producteurs familiaux) et les agro combustibles (la création de combustible à partir du soja), affaire avec laquelle ils prétendent avancer sur quatre autres millions d'hectares de paysans et d'indigènes.

Autre modèle. Le Mouvement National Paysan Indigène (MNCI), composé de 15.000 familles de sept provinces, n'a pas été inclus dans les discussions. Le MNCI, comme le Mouvement Sans Terre du Brésil et les zapatistes mexicains, promeut l'organisation des plus pauvres et marginaux du champ argentin, la base de la pyramide rurale. Deux de ses propositions centrales sont la réforme agraire intégrale et la souveraineté alimentaire, ce qui implique un changement de modèle agraire. Une question de fond que les quatre organismes traditionnels, et le Gouvernement, préfèrent ne pas parler.

Ambiance électrique au pays du tango !

8 juillet 2008

3 mois que ça dure. Les agriculteurs en colère. La présidente qui tient tête. Barrage des routes, piquete et cacerolas [3]...L'ambiance est électrique au pays du tango.

Ce qui a mit le feu aux poudres

En mars dernier, le gouvernement a décidé d'augmenter de 25 % les taxes à l'exportation de soja et ses dérivés, principale richesse agricole du pays dont l'Argentine est le 3e exportateur mondial. Pour le gouvernement, la hausse des taxes à l'exportation avait notamment l'objectif de financer un programme de construction d'hôpitaux et de logements sociaux. Avec des prix tirés vers le haut par la demande chinoise et une hausse de 30 % des cours en 2007, les revenus du soja - qui représentent la moitié des 30 millions d'hectares cultivables en Argentine et 50 % des exportations - sont une véritable rente pour l'Etat. En réaction à cette mesure, les « agriculteurs » argentins mènent un mouvement de grève de commercialisation des grains (céréales et soja) et bloquent aussi régulièrement les routes du pays, les fameux piquete argentins !

La tension monte, les casseroles sonnent

Et on ne parle plus que de ce conflit ici, tout le monde y va de son analyse, de son commentaire et tout semble se dérouler dans une grande confusion. Les "pro campo" ont affronté le gouvernement à coups de casseroles lundi dernier à Buenos Aires et dans plusieurs villes de l'intérieur, des centaines de personnes se sont rassemblées pour apporter leur soutien au mouvement des agriculteurs et réclamer une solution à un conflit qui s'est aggravé le week-end dernier après l'arrestation pendant quelques heures d'un dirigeant agricole. En riposte une partie du secteur populaire est sortie dans la rue mercredi dernier pour appuyer le gouvernement et protester contre les manifestants issus du « campo », traditionnellement antipéronistes, qu'ils ont qualifiés « d'oligarques » et de « piqueteurs VIP ». La tension s'est encore accrue après des déclarations lundi de Luis D'Elia, leader social "kirchnériste", dénonçant l'existence d'un

complot économique, fomenté par l'ancien président Eduardo Duhalde, adversaire de Mme Kirchner, bien qu'appartenant au péronisme, mouvement politique dont se réclame la présidente argentine.

Un pays paralysé

La reprise de la grève des agriculteurs la semaine dernière, la quatrième depuis le début du conflit en mars, pèse lourdement sur l'activité économique dans l'intérieur du pays et bloque également les exportations de grains, faute de renouvellement des stocks dans les silos du port de Rosario, capitale de l'agro-alimentaire et principal débouché des exportations agricoles. Elle commence également à provoquer des problèmes de ravitaillement, notamment d'essence et de certains produits alimentaires, en raison des nombreux barrages bloquant plusieurs routes dans l'intérieur du pays par des agriculteurs en colère et des routiers, excédés de ne plus pouvoir travailler.

Au delà de ce conflit où tout semble se mélanger et s'exacerber, c'est bien la forme de production de la terre, les relations sociales qui les sous-tendent, la propriété et l'usage des ressources naturelles, la distribution des richesses et des biens nationaux, qui est en jeu. Et à ce sujet, le peuple argentin s'interroge : à quoi va réellement servir les bénéfices tirés des "retenciones" ? [1] L'argent va t-il réellement être investi dans des biens publics ou sera t-il destiné à rembourser la dette abyssale argentine – 136 700 millions de dollars en 2007 soit 64% du PIB. Beaucoup pensent à ce sujet que le méga-projet de construction d'un train à grande vitesse confié à l'entreprise française Alstom serait un moyen de renégociation avec le « Club de Paris » avec lequel l'Argentine a une dette à honorer dans un futur proche...

[1] taxes à l'exportations en espagnol

Forum de la Via Campesina : Semer les graines de l'espoir

17 août 2008

Dans le cadre de la V Conférence Internationale de la Via Campesina, qui se réalisera en octobre au Mozambique, s'est tenu à Rosario le 10 et 11 août dernier, le Forum de la Via Campesina Amérique du Sud « Contre le pillage et la pollution, pour la souveraineté alimentaire ». Un moment très fort d'échanges et de débats où la voix des compañeros et des compañeras du continent lançait un appel émouvant à un modèle de société solidaire et durable.



Le Forum au coeur de l'agrobusiness

Le lieu était parfait. Rosario, le cœur de la "pampa humeda". Le cœur de l'agrobusiness où le soja transgénique à délogé, ces dix dernières années en Argentine, des milliers de familles paysannes et indigènes qui n'ont eu comme unique destination les bidonvilles des grands centres urbains du pays.

Effectivement selon un rapport du Movimiento de Campesinos de Santiago del Estero (Mocase) en 1997 on cultivait dans le

pays 11 millions de tonnes de soja transgéniques sur 6 millions d'hectares, dix ans plus tard, les chiffres sont passés à 47 millions de tonnes sur 16,6 millions d'hectares. Et ici on ne consomme pas le soja, il est exporté pour alimenter les animaux de Chine et d'Europe et

pour produire des agrocombustibles. *"L'unique objectif des transgéniques est le contrôle de l'agriculture et pas de résoudre le problème de la faim dans le monde. Ceci est clair quand on voit que le soja en Argentine ne nourrit personne"* expliquait Carlos Vicente de l'ONG GRAIN durant un atelier de travail.

Ici, en Argentine, 4 personnes seulement suffisent pour travailler 1000 hectares de soja pendant que les multinationales de l'agrobusiness (exportatrices et fournisseuses de facteurs de production) s'enrichissent honteusement, comme c'est le cas de Monsanto, Dupont ou Cargill entre autres. Chaque année en Argentine ce sont 200 millions de litres de glifosato (herbicide, propriété de Monsanto) et autres agro toxiques qui polluent fortement la terre et ses enfants : eux, moi, nous. Cet agro toxique a été dénoncé de nombreuses fois par les mouvements et organisations sociales pour causer des malformations et des cancers.

Quand Carlos Vicente de GRAIN fait un bilan des effets du modèle de monoculture dans le pays il soutient *"qu'ils sont très clairs : déplacement des paysans, pollution par fumigation, contrôle corporatiste étant donné que les semences sont la propriété des entreprises, concentration de la terre (affermant la terre aux pools de semis), perte de notre culture et nos aliments, de nos semences. »*

C'est ici, dans la ville de Rosario, le cœur de ce "modèle" agricole que les délégués-ées des Organisations Paysannes, Indigènes, de Femmes, de Sans-Terre, de petits agriculteurs de la [Via Campesina](#) Amérique du Sud ont convoqué les mouvements sociaux, les collectifs et les organisations affiliés à la Via Campesina, durant le 10 et 11 août au Forum ouvert "Contre le pillage et la pollution, pour la souveraineté alimentaire".

Ils sont venus des 4 coins du continent

Les activités ont permis d'échanger, de débattre et de réfléchir sur un thème crucial pour un futur solidaire et durable du peuple paysan du continent. Et environ 1000 personnes ont répondu à l'appel. Ils sont venus du Brésil (MST, MPA, MAB), du Paraguay (MCP, MCNOC, CONAMURI), du Venezuela (Frente nacional Ezequiel Zamora, CANEZ, IALA), de Bolivie (Movimientos de Mujeres Bartolinas

Sisas, MST), du Chili (RANQUIL, ANAMURI, Mujeres Campesinas Indígenas de Chile), de Colombie (FENSUAGRO, FENACOA), du Pérou (CNA, Central Campesina), de l'Equateur (FENACLE, CNC, FENOCIN), de la République Dominicaine, d'Haiti, du Honduras, du Mexique et bien sur d'Argentine au travers de Poriajhu- COCITRA et du MNCI (Movimiento Nacional Campesino Indígena). Toutes ces organisations appartiennent à la Via Campesina, un mouvement international de paysans et paysannes, petits et moyens producteurs, femmes rurales, indigènes, sans terre, jeunes ruraux et travailleurs agricole qui défend les valeurs et les intérêt basiques de ses membres. Le mouvement rassemble des organisations de 56 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Europe.

Quelles ont été les activités ?

Le 8 et le 9 août, en guise d'ouverture au Forum, s'est déroulé le Séminaire International "Changements climatiques : impacts sur les femmes et la souveraineté alimentaire" duquel ont participé les membres de la [CLOC](#) (Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo) afin de réfléchir sur les différentes luttes des femmes paysannes du continent [1]. En parallèle, le samedi les paysans et paysannes déjà sur place ont pu partager leur vécu et leur expériences au travers de différentes activités et ateliers organisés dans différents quartiers de Rosario en lien avec des organisations locales comme Giros, Mercado Solidario, Surastilla, Taller ecologista et le Foro de Soberania alimentaria.

Quant au Forum Ouvert, il s'est déroulé le dimanche 10 et lundi 11 dans le Club Libertad. Différents panels et discussions plénières ont eu lieu autour de différentes thématiques : la crise alimentaire et ses impacts en Amérique Latine ; les monocultures et leur impact sur la diversité alimentaire des peuples d'Amérique Latine ; la situation des territoires en terme de biodiversité, d'eau, de forêts et de sols et le droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire. De nombreux débats ont été ouverts durant lesquels les compañeros et compañeras ont pu s'enrichir, échanger et réfléchir construisant des réseaux et des moyens d'actions pour résister et construire un modèle de développement durable pour les peuples.

Le lundi midi, la rencontre multiculturelle et partisane a rempli de

couleurs et de chansons les rues du centre de Rosario, au travers d'une manifestation. Le parcours s'est organisé autour de trois points stratégiques : La Bourse de Commerce, l'entreprise multinationale Cargill et enfin le Syndicat "Sociedad Rural" (organisation patronale de grand producteurs). « Ici à l'intérieur il y a les responsables de l'avancée du soja qui n'arrête pas d'expluser les petits producteurs de leurs terres. Ce sont les responsables du néolibéralisme qui nous condamne à la faim » criait Ángel Strapazón, dirigeant du Movimiento Campesino de Santiago del Estero (Mocase) devant les portes de la Bourse de Commerce.



Alerta ! Que camina la lucha campesina

Dans chaque discours, dans chaque lutte, dans chaque expérience de vie et avec beaucoup d'émotion tous les participants exprimaient la même chose : pourvoir vivre dignement de leur travail en développant une agriculture durable et une égalité basée sur la production à petite et moyenne échelle.

Ils réclament haut et fort le droit à la souveraineté alimentaire c'est à dire le droit des peuples et de leurs états à définir leurs politiques

agricoles et alimentaires : que produire, comment le faire, comment échanger les biens produits ? Cette notion de souveraineté alimentaire est fondamentale et centrale dans la lutte de Via Campesina. Elle a été portée, pour la 1^e fois, au débat public à l'occasion du Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996. Elle promeut les productions locales pour alimenter le peuple, l'accès des paysans et des sans-terre à la terre, l'eau et les semences. C'est dans cet objectif que tous réclament des réformes agraires, la préservation de l'eau comme bien public et qu'ils luttent contre le transgénique (pour le libre accès aux semences).

Les discours condamnent fortement les politiques néolibérales qui donnent la priorité au commerce international et non à l'alimentation des populations. A ce sujet Egidio Brunetto du Mouvement des Sans Terre (MST) [2] relève que *« la mécanisation de l'agriculture s'est étendue, les semences transgéniques, la formation d'une agro-industrie qui imposent un modèle de production qui a pour conséquence d'empêcher les paysans de produire leurs aliments. Avec le modèle actuel néolibéral, on est passé à produire des marchandises et non des aliments »*. Un autre intégrant du MST souligne que ces politiques néolibérales n'ont en rien contribué à éradiquer la faim dans le monde, au contraire, elles ont accru la dépendance des populations envers les importations agricoles. *« Au Brésil on importe 90% du blé consommé. On devient tous dépendants de ce que font les transnationales »,* il ajoute qu'*« il n'y a pas une crise d'aliments dans le phénomène de la crise alimentaire. Jamais il n'y a eu autant d'aliments. La crise est de surproduction, pas une crise de manque de nourriture. C'est une crise de modèle, du modèle capitaliste, le modèle néolibéral, dont les produits n'ont jamais été concentrés dans les mains d'un nombre aussi petit d'entreprises. »*. Par ailleurs, dans le monde entier, des importations agricoles à bas prix (dumping) détruisent les économies agricoles locales (comme c'est le cas en Haïti). Ce modèle de l'agrobusiness et les politiques néolibérales mettent en danger le patrimoine génétique, culturel et environnemental de la planète. Il met en danger la planète dans son essence la plus profonde. C'est dans ce contexte, que le mouvement Via Campesina travaille à une « conscientisation » depuis le bas, entre les genres, les générations et les peuples, pour l'organisation de réseaux entre la ville et la campagne sur la base de la souveraineté

alimentaire et d'un commerce équitable, pour la préservation de la culture, des droits et des savoirs ancestraux des peuples paysans du monde entier.

Marcelina, venue de Moquegua, une ville de province à 30 heures de Lima, la capitale péruvienne, m'a raconté sa lutte dans le cadre du mouvement Via Campesina. Ses yeux noirs et profonds pétillent d'espoir pendant qu'elle me dit *« Nous sommes unis pour affronter avec un seul poing le néolibéralisme qui avance dans nos pays. Nous devons trouver les véritables coupables de la destruction de la nature, de l'environnement et de nos territoires. Nous devons trouver des stratégies pour nous défendre et continuer avec la lutte. Nous avons une grande tâche, celle de faire pression sur nos gouvernements parce que nous ne voulons plus ni pillages, ni morts. Nous allons continuer à résister, hommes et femmes pour changer ce monde. Ensemble, ville et campagne, nous pouvons sortir vainqueur »*.

[1] voir la déclaration finale sur le site des volontaires: <http://emi-cfd.com/echanges-partenariats/spip.php?mot12>

[2] voir [article de Benoit](#) sur la criminalisation de ce mouvement

Rencontre avec Cindy...à la veille du départ

21 avril 2008

Cette interview a été réalisée dans le cadre de la première partie de mission qui s'est déroulé du 4 novembre 2007 au 12 Mars 2008 en Haïti.

Cindy, 26 ans, après une formation en développement territorial part pendant un an, à Port-au-Prince (Haïti) dans un premier temps puis à Rosario (Argentine), pour travailler sur le droit à l'information et à la communication via les médias alternatifs.

Quel est ton parcours ?

Après des études généralistes, j'ai suivie des études en Aménagement et Développement du Territoire à Grenoble. Durant ces trois ans, je me suis vraiment épanouie et j'ai eu l'impression d'avoir trouvé ma voie. C'est pourquoi j'ai continué avec un diplôme en Gestion de projets dans les pays du sud. Dans ce cadre, je suis partie en Argentine pour étudier l'impact d'Internet sur le milieu populaire de Rosario.

Pourquoi partir dans le cadre de ce programme ?

Je suis convaincue que la mise en place de dispositifs spécifiques d'accès à l'information et à la communication est primordiale. Elle constitue un enjeu majeur pour l'inclusion sociale et une ouverture sur le monde. Mon expérience argentine sur les Nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication (NTIC)/Développement social m'a profondément satisfaite et je voulais continuer à travailler sur cette thématique dans la région Amérique Latine. Quand j'ai vu l'offre de mission, j'ai de suite été séduite car je souhaitais vraiment m'engager à travers des actions militantes concrètes dans le ressort de ma connaissance.

Quel sera l'objet de ta mission ?

Je vais travailler sur la sensibilisation à la défense des droits humains et sociaux et au renforcement de la démocratie par le biais des NTIC ainsi qu'au développement de la solidarité internationale. En fait je

suis intégrée dans un projet multi acteurs sur deux pays. Je pars 4 mois en Haïti et 6 mois en Argentine. Globalement, je vais travailler sur l'animation de réseaux entre ces deux pays et la France et participer à la production de contenus dans des médias alternatifs. L'idée générale étant de sensibiliser et informer les sociétés civiles haïtienne, argentine et française via les NTIC et les médias alternatifs afin de renforcer leur capacité d'actions.

Peux-tu me parler des deux associations qui t'accueillent ?

AlterPresse est une agence lancée à la fin de l'année 2001 par le Groupe Médialternatif. Elle s'inscrit dans la dynamique du Droit à l'Information et la Communication. Le champ d'action prioritaire d'AlterPresse est l'information sur les processus politiques, économiques, sociaux et culturels impliquant les acteurs des mouvements sociaux en Haïti.

Nodo Tau est une association destinée à démocratiser et faciliter l'accès aux NTIC aux personnes et organisations sociales et communautaires travaillant pour la lutte contre l'exclusion et la pauvreté dans la région de Rosario.

Comment imagines-tu ton quotidien là-bas ?

Au niveau d'Haïti, je dois avouer que je pars avec un peu d'appréhension par rapport au contexte général de grande pauvreté et de violence. Mais des personnes qui y sont déjà allés m'ont rassurées sur la vie là-bas et paraît-il, on en tombe sous le charme !!! Pour ce qui est de Rosario (Argentine), c'est avec une joie immense que j'envisage le retour là-bas et le quotidien sera fait de beaucoup de travail dans la bonne humeur, d'actions militantes et de capoeira !

Comment envisages-tu l'« après volontariat » ?

A l'heure actuelle, un an avant la fin de la mission, j'envisage d'intégrer une structure locale en Argentine ou plus largement en Amérique Latine pour travailler sur les NTIC et le développement social...ou alors pourquoi pas repartir sur une expérience de volontariat. Je souhaite quoiqu'il en soit maintenir un engagement professionnel militant.

Rencontre avec Cindy... à mi-parcours

21 avril 2008

Interview réalisée après les quatre premiers mois de mission.

Te voilà de retour après ta première partie de mission, quel est le bilan à mi-parcours ?

J'ai donc passé quatre mois et demi au sein du [Groupe Médialternatif](#) et d'[Alterpresse](#), l'agence de presse (alternative) en ligne du Groupe basé à Port au Prince, en Haïti. Mon travail a consisté à animer des réseaux entre Haïti et la France et à produire des articles pour les deux structures partenaires dans le projet, le Collectif Haïti de France et Alterpresse. Quatre mois sur le terrain c'est peu pour pouvoir tirer des conclusions... Simplement j'ai parfois trouvé que le postulat de l'agence s'éloignait de son objectif en se limitant à relater de l'actualité factuelle et de l'information éloignées de celles des mouvements sociaux. Cela peut s'expliquer par la rudesse de la tâche. Il ne faut pas oublier qu' Haïti est un pays où la liberté d'expression est encore très fragile. Par ailleurs mes possibilités de déplacements étaient limitées et l'organisation des mouvements sociaux, comme force de proposition politique de contestation, en est à ses balbutiements, après des décennies de dictatures et d'instabilité politique.

Je me suis également impliquée dans le projet « Accompagnement des jeunes haïtiens dans l'appropriation des NTIC » soutenu par le Groupe Médialternatif. J'ai formé les animateurs du [Télécentre des Jeunes](#) à la maîtrise des outils informatiques avec une approche socio-éducative. L'ensemble de mon travail visait un objectif global : favoriser l'accès égalitaire à l'information et aux bénéfices que les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) peuvent apporter aux citoyens de par le monde.

Comment envisages-tu la deuxième partie de mission ?

Pour la deuxième partie de ma mission, je suis envoyée par Echanges et Partenariats à Rosario en Argentine au sein de l'association [Nodo](#)

[Tau](#). Je vais continuer à travailler au renforcement des mouvements sociaux par le biais des TIC et sur la thématique "médias alternatifs" ainsi qu'au développement de la solidarité internationale. Il s'agira de rencontrer, d'échanger et d'étudier comment les TIC et les médias alternatifs ont un impact sur les pratiques des mouvements de la société civile à Rosario et mettre en place des modalités de valorisation et de capitalisation pour échanger ces pratiques avec les acteurs du projet au Nord (Ritimo par exemple).

Au-delà de ta mission, aurais-tu des commentaires à nous faire partager ?

Mon expérience en Haïti m'a apporté de profondes satisfactions et également de grandes révoltes... Satisfaction en tant qu'expérience professionnelle : j'ai beaucoup appris durant cette période. Et satisfaction de la rencontre avec un pays et ses habitants... Révolte devant les scènes d'extrême pauvreté, l'injustice criante dans un pays rongé par tous les maux. Révolte encore devant l'impuissance des instances internationales et des ONG si nombreuses dans le pays. J'ai même parfois pensé que leurs actions (non-coordonnées) desservent Haïti plus qu'elles ne le servaient...

Rencontre avec Cindy...au retour

3 octobre 2008

Cindy, tu viens de partager une année entre Port au Prince et Rosario. Comment te sens-tu?

Très bien. Cette année de volontariat aura été très riche. J'ai beaucoup appris sur le plan professionnel et personnel. J'en sors grandi. C'est une vraie chance d'avoir pu m'investir et connaître deux sociétés dites du Sud: l'Argentine et Haïti, deux expériences très différentes!

En Argentine il y a une stabilité institutionnelle et démocratique, les mouvements sociaux ont une histoire longue et un poids dans l'échiquier politique ainsi que dans l'agenda public. La présence internationale est faible dans le pays.

En Haïti le tableau est différent. S'investir dans cette société en tant que volontaire, c'est d'abord être française dans un pays qui a connu et connaît encore la domination étrangère. Les mouvements de la société civile sont naissants et en structuration et l'aide internationale est omniprésente dans le pays le plus pauvre du continent américain. Cette surreprésentation des ONG est parfois choquante et je m'interroge encore sur leur efficacité réelle.

Que t'ont apporté ces deux expériences?

C'est dur de répondre synthétiquement à cette question tant il y a à dire...Les deux missions m'ont permis de m'interroger sur la notion de médias alternatifs. Et je peux dire aujourd'hui qu'ils sont essentiels pour faire entendre une voix différente, celle de la société civile et des organisations locales. On sait que souvent les médias « classiques » ont relayé les discours du pouvoir, longtemps ceux de l'Etat. Aujourd'hui cela peut être encore le cas, mais la domination est désormais économique. De plus en plus d'entreprises possèdent les sources d'informations. Ayant des intérêts à défendre, notamment économiques, elles ne laissent pas facilement passer des analyses ou des informations contraires à leurs objectifs. C'est pour cela qu'en parallèle, j'ai pu constater sur mes deux terrains qu'il est primordial de mettre en place des dispositifs socio-éducatifs pour favoriser l'accès et l'appropriation de ces nouveaux moyens de communication. C'est le travail que j'ai pu effectuer avec les Télécentres de Rosario et celui de

Port au Prince.

Que peux-tu nous dire de Rosario, de sa spécificité?

Rosario est une ville que je connaissais déjà et que j'aime profondément. Les mouvements sociaux y sont très actifs et dégagent une vraie force de contestation et d'action. J'ai pu le noter en participant notamment aux prémices de la construction d'un espace de réflexion sur la souveraineté alimentaire qui rassemblait différents mouvements de base de la ville.

As-tu changé, comment à évoluer ton regard sur "le monde"?

Oui je crois, forcément en un an on évolue. Le changement le plus significatif est peut être lié à ma prise de conscience de l'importance d'agir ici au Nord. Le fait que le programme permette d'être en lien et de travailler en partenariat avec des structures ici en France m'a permis de prendre davantage conscience de la richesse de leurs actions et mobilisations. Cela m'a donné envie de m'impliquer davantage dans ma société, militer ici après l'avoir fait là-bas...